

M. l'Orateur: A l'ordre. Si c'est là tout ce que le député veut savoir, sa première question est inacceptable.

M. Groos: Puis-je poser ma question sous une autre forme alors et demander au ministre s'il est encore douteux que la pêche au saumon sera interdite dans la zone 19 et une partie de la zone 20, dans le détroit Juan de Fuca, compte tenu des instances qu'il a reçues de sociétés commerciales et sportives et de sociétés de la protection de la faune en Colombie-Britannique?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai effectivement reçu un télégramme de l'organisation sportive, soutenant que la fermeture des zones mentionnées était insuffisante. J'ai également reçu un télégramme de l'association de la pêche déclarant qu'elle allait trop loin. Il y a donc conflit d'intérêts entre les deux groupes. La question est à l'étude.

[Plus tard]

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): J'aimerais poser une question au ministre des Pêcheries à propos des renseignements demandés par le député de Victoria, en Colombie-Britannique, quant au conflit qui existe apparemment entre les pêcheurs au filet, les pêcheurs à la cuiller et ceux qui s'adonnent à la pêche sportive. Voudrait-il déférer cette question au comité des pêcheries afin que ses membres puissent se rendre sur la côte du Pacifique et entendre les témoignages de ces divers groupes en vue d'en arriver à une répartition équitable des ressources?

[Français]

L'EXPO '67

A PROPOS DE L'INFILTRATION DE LA PÈGRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice et Procureur général.

A la suite des accusations portées par M. Claude Wagner, député à l'Assemblée législative de Québec, à l'effet que la Mafia s'est infiltrée à l'Exposition universelle, l'honorable ministre veut-il communiquer avec son collègue responsable de l'Expo afin de vérifier la véracité de ces faits et de recommander à qui de droit que soient prises les mesures qui s'imposent?

M. l'Orateur: A l'ordre! Il me semble que l'honorable député répète une question qui a déjà été posée.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire.

[M. Groos.]

M. l'Orateur: Il ne peut y avoir une question supplémentaire, la première question ayant été refusée.

M. Grégoire: Alors, une autre question sur le même sujet, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: J'ai déjà reconnu l'honorable député de New Westminster (M. Mather).

[Traduction]

LE CENTENAIRE DE LA CONFÉDÉRATION

L'INVITATION AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Sait-il que, d'après les journaux, le président Johnson des États-Unis n'avait jusqu'à présent pas répondu à l'invitation qui lui a été faite de participer à des cérémonies du centenaire dans la capitale nationale? Si oui, le premier ministre se propose-t-il de faire une déclaration à ce sujet?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le président a accusé réception de notre invitation et a exprimé l'espoir et l'intention de visiter le Canada et l'Exposition internationale pendant notre année du Centenaire. Deux dates lui avaient été proposées. La fin du mois de mai—si je ne me trompe il serait venu ici le 25 mai—et la fin du mois de juillet ou en août. Je n'ai pas en tête les dates exactes. Nous avons espéré qu'il accepterait la première date, mais la chose s'est avérée impossible et nous l'attendons ici à la deuxième date.

LES TRANSPORTS

LES MARITIMES—L'OPPORTUNITÉ DE MESURES LÉGISLATIVES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Transports si, en raison du silence retentissant du discours du trône à cet égard, il nous assurerait que des mesures législatives sur les transports dans les Maritimes seront étudiées pendant la session du Centenaire.

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je ne saurais donner pareille assurance, monsieur l'Orateur. Il serait très présomptueux de ma part de dire ce que la Chambre étudiera.